



QUESTION SOCIALE : POST-URBAIN ET CLASSES POPULAIRES

Les réflexions sur les sujets d'intérêt des EGPU ont fait apparaître l'idée qu'avant toute considération de relocalisation, la géographie post-urbaine doit se préoccuper des **plus fragiles et défavorisé.e.s** et ne pas les abandonner aux grands cadres urbains bétonnés. Une société écologique se doit d'être **inclusive**, fondée sur une **diversité d'interdépendances sociales et écologiques**, de liens d'entraides et de coopération. Il faut cependant veiller à ne pas accroître les injustices en ne se focalisant que sur la classe moyenne désabusée ou sur les cadres supérieurs se disant surmenés, et en omettant de considérer les premier.ère.s concerné.e.s par les effets de la métropolisation. En effet, les classes populaires, qui sont relégué.e.s en interne des grandes villes ou dans les périphéries plus ou moins éloignées, sont les premier.ère.s à pâtir de **l'invivabilité croissante des grandes densités**.

Il s'agit donc de se poser la question des **géographies populaires** en contexte de crise écologique sans précédent. Si la dégradation des conditions de vie des plus précaires dans les grandes villes métropolisées n'est plus à démontrer, il convient également d'admettre que toute **décence de vie** repose sur la qualité des milieux écologiques d'existence et pose ainsi la question des vertus possibles de la désurbanisation. De plus, sans sombrer dans le mythe du « bon pauvre », les écologies populaires présentent des formes de vie qui, souvent subies, n'en annoncent pas moins le seul chemin collectivement viable en comparaison des écologies dispendieuses de la bourgeoisie : la **sobriété**.

Dès lors, pour n'abandonner personne à l'enfer du béton, il y a lieu de fixer l'hypothèse du **débranchement métropolitain des classes populaires**. Du fait même de leur matérialité, les seules réponses métropolitaines ne pourront jamais être à la hauteur de la dignité visée. Toutefois, cette perspective post-urbaine d'une géographie populaire au prisme d'une justice sociale pleinement écologique n'est pas sans imposer **quelques sujets d'une envergure tout à fait considérable** :

Quelles sont les écologies urbaines des cultures populaires aujourd'hui ? Quelles sont les attaches spatiales des populations fragiles et sur quels leviers se construisent-elles ? Quels sont les répertoires de l'action et la puissance d'agir de ces populations ? Quelles seraient les ressources et possibilités matérielles de lieux urbains et ruraux d'installation des vies en insistant particulièrement sur le logement ? De quelles expériences nationales (ex : communautés Emmaüs, assemblées des gilets jaunes...), comme internationales (zapatistes au Mexique, les sans-terre au Brésil, les coopératives par entraide en Uruguay, le mouvement paysan en Inde...) pouvons-nous nous inspirer pour penser cette géographie sociale de l'écologie post-urbaine ?